



PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du 28 NOV. 2013

mettant en demeure la société KECK-CHIMIE à INGWILLER
de respecter les prescriptions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008
et des articles 16.1, 16.2, 16.3, 17.2 et 18.2 de l'arrêté préfectoral du 5 mai 1998

Le Préfet de la région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

- VU le titre 7 - Dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions - du livre I du Code de l'Environnement, en particulier l'article L.171-8 de la section 2 - mesures et sanctions administratives,
- VU l'arrêté préfectoral du 5 mai 1998, autorisant la société KECK-CHIMIE S.A. à exploiter, en régularisation administrative, les activités liées à la fabrication et au conditionnement de peintures, colles et vernis destinés à l'industrie de la chaussure, situé en zone industrielle de INGWILLER,
- VU l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées,
- VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, complété le 10 février 2011, relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées,

CONSIDÉRANT les constats :

- l'exploitant n'a pas procédé au contrôle de l'étanchéité des tuyauteries enterrées de liquides inflammables sans double enveloppe,
- les portes pare-flammes ne sont pas toutes équipées de ferme-portes,
- le dispositif manuel de désenfumage n'est pas reporté près des portes d'accès, d'autres ouvrants n'ont pas de commande,
- que les stockages en vrac ne sont pas clairement identifiés,
- la mise à la terre des futs approvisionnant les réacteurs et la protection contre la foudre ne sont pas assurées,
- que les moyens de lutte contre un incendie sont insuffisants,
- que le réseau de fluide caloporteur n'est pas équipé d'un vide-vite,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du département du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société KECK-CHIMIE S.A. sise au 3, de la rue de Wittholz, en zone industrielle d'Ingwiller 67340, est mise en demeure de respecter les prescriptions préfectorales et ministérielles qui suivent, dans les délais imposés.

ARTICLE 2 :

La société KECK-CHIMIE S.A dispose d'un délai de **trois mois** pour se conformer à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées, en faisant procéder au contrôle d'étanchéité des tuyauteries enterrées de liquides inflammables ne disposant pas de deuxième enveloppe, mises en service avant 2003.

ARTICLE 3 :

La société KECK-CHIMIE S.A dispose d'un délai de **trois mois** pour se conformer à l'arrêté préfectoral du 5 mai 1998 :

- article 16.1, ayant prescrit « *des portes pare-flammes (ou coupe-feu) équipées de fermes-portes* »
- article 16.3, ayant prescrit « *Les stockages vrac sont clairement identifiés avec des caractères lisibles et indélébiles* ».
- article 17.2 ayant prescrit que:
 - « *La société KECK-CHIMIE tient à disposition des secours publics, 600 litres d'émulseur pour produits polaires qui seront régulièrement remplacés en fonction de la date de validité de ce produit.* »
 - « *La société KECK-CHIMIE prend toutes dispositions pour pouvoir disposer d'un débit d'eau d'extinction de 180 m³/h dans un rayon de 200 mètres autour de ses installations* ».

ARTICLE 4 :

La société KECK-CHIMIE S.A dispose d'un délai de **six mois** pour se conformer :

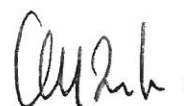
- à l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral du 5 mai 1998 ayant demandé que « *les dispositifs de commande* » manuelles de désenfumage « *soient reportés près des accès, devant être facilement repérables et aisément accessibles* ». Cette disposition concerne la commande existante et celles qui doivent nouvellement équiper les lanterneaux ouvrant dans les sheds de la toiture,
- à l'article 16.2 de l'arrêté préfectoral du 5 mai 1998 ayant demandé que « *Les installations soient efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la foudre* »
- à l'article 18.2 de l'arrêté préfectoral du 5 mai 1998 ayant demandé qu'« *Au point le plus bas de l'installation* » de chauffage par fluide caloporteur, soit « *aménagé un dispositif de vidange totale permettant d'évacuer totalement le liquide combustible en cas de fuite constatée en un point quelconque de l'installation. L'ouverture de cette vanne doit interrompre automatiquement le système de chauffage du générateur. Une canalisation métallique fixée à demeure sur la vanne de vidange doit conduire par gravité le liquide évacué jusqu'à un réservoir métallique de capacité convenable, situé de préférence à l'extérieur des bâtiments et entièrement clos, à l'exception d'un tuyau d'évent* » donc pour mettre en service ce dispositif vide-vite.

ARTICLE 5 :

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- le Directeur de la société KECK-CHIMIE S.A.,
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des installations classées),
- le Sous-Préfet de SAVERNE,
- le Maire de la commune d'Ingwiller,
- le Directeur départemental de la sécurité publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET
P. le Préfet,
Le Secrétaire Général



Christian RIGUET

Délais et voie de recours

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.